



## **Newsletter du SSM, section de Lugano**

### **Ce qui se passe à SRF est-il un aperçu de ce qui va se passer dans les autres unités d'entreprise de la SSR ?**

Notre entretien avec des collègues journalistes de SRF

#### **Pourquoi avez-vous jugé nécessaire de rédiger cette résolution ?**

La résolution que nous avons envoyée à notre direction est la réponse des journalistes d'investigation de SRF aux mesures d'économie annoncées l'hiver dernier. Nous voulions éviter que cette énième pression ne se fasse en silence sans que personne ne réagisse. Lors des précédentes mesures d'économie, les rédactions avaient au moins été impliquées et avaient elles-mêmes pu proposer des stratégies de réduction des coûts. Dans ce cas, en revanche, les rédactions ont été contraintes de supprimer des emplois. C'est pourquoi nous dénonçons le fait que le domaine de l'investigation soit en danger, avec de moins en moins de ressources financières à sa disposition et de moins en moins de personnel.

Nous sommes bien conscients que pour l'ensemble de la SSR, le moment est difficile : le plafonnement des recettes de la redevance, la baisse des recettes publicitaires, le passage au numérique, rendent tout très compliqué. Cependant, tout cela ne peut se faire au détriment du journalisme d'investigation.

#### **Quelles preuves concrètes montrent que le journalisme d'investigation et d'analyse est menacé ?**

En réalité, toute la production journalistique de la SRF est menacée par des mesures d'économie.

Non seulement le journalisme d'investigation, mais aussi le journalisme quotidien, subissent de graves conséquences qui affectent la qualité de notre travail. À la rédaction, par exemple, nous avons déjà réduit le nombre de reportages d'investigation. Les sujets originaux ont été réduits.

C'est un fait : le journalisme d'investigation coûte de l'argent, il faut du temps pour identifier les histoires, pour trouver les interlocuteurs, les documents. Les économies permanentes qui nous sont imposées par la direction rendent l'exercice de plus en plus difficile, voire impossible. Et pourtant, ce sont précisément ce type d'analyses approfondies et les enquêtes qui nous légitiment, qui légitiment la radiotélévision de service public.

D'autre part, les économies et la demande d'une plus grande efficacité sont compréhensibles. C'est précisément le problème : si la direction continue à imposer des coupes linéaires au lieu de faire des choix qualitatifs, nous n'arriverons à rien. Il est clair que la demande d'une plus grande productivité peut être partagée et les rédactions ont montré leur bonne volonté en essayant d'organiser le travail de la manière la plus efficace possible, en évitant de perdre le plus de temps et de ressources possible. Mais maintenant, on ne peut plus rien exiger. Faire plus avec moins n'est pas possible, surtout dans un secteur comme le nôtre, qui a fatalement besoin de temps pour offrir un produit de qualité. À moins de vouloir se contenter de produits plus modestes à fabriquer rapidement, en les faisant passer pour des enquêtes qui n'en sont pas. Une enquête sérieuse est coûteuse et risquée. Sans les ressources nécessaires, il est préférable de s'abstenir.

**Dans votre document, vous dénoncez également la croissance de structures hiérarchiques qui absorbent les ressources et rendent le travail plus compliqué et plus coûteux. Il semble y avoir une contradiction : la direction exige que les rédactions deviennent flexibles et rationalisées, alors que dans le même temps le nombre de responsables augmente.**

Des superstructures administratives et de gestion ont été créées qui, au lieu de faciliter le processus, le compliquent, créent des conflits, des pertes de temps et des malentendus.

Même dans les lignes de commandement, il y a souvent des doublons. Au lieu de fournir les moyens de soutenir les rédactions dans le passage au numérique, on crée des postes inutiles et parfois même nuisibles. Nous espérons que le nouveau projet "SRF 2024", qui a été présenté par la direction à la mi-août, fera la lumière non seulement sur l'avenir numérique du SRF, mais aussi sur son organisation et ses hiérarchies.

**À votre avis, les réductions et suppressions continues de personnel sont-elles essentiellement dues à une diminution des ressources et des recettes publicitaires, ou existe-t-il un plan politique pour affaiblir SRF ?**

C'est un fait que la réduction de la redevance était un choix politique, tout comme la décision politique de réduire la possibilité pour la SSR d'augmenter la publicité. Cela répond aussi, en partie, à la volonté de certaines forces politiques de nous affaiblir davantage. Cela dit, nous ne percevons pas une volonté claire au sein de l'entreprise de dépouiller les rédactions. Cependant, la réalité est que les ressources sont principalement absorbées par le processus de numérisation. Nous nous limitons à discuter des vecteurs de distribution et du "Repacking" et de moins en moins de contenu. Tout cela est inquiétant et certainement pas bon pour l'avenir de l'entreprise.

**Quelles sont vos propositions pour tenter de surmonter cette situation ?**

Nous demandons que le récent cycle de mesures d'économie soit annulé et que le personnel affecté aux enquêtes et au journalisme d'investigation soit renforcé. Soyons clairs, nous sommes les premiers à vouloir le changement. Malheureusement, nous ne voyons pas de stratégie qui nous permettra de continuer à être compétitifs dans le futur monde numérique avec des produits de qualité. La qualité est notre marque, sans elle nous aurons de moins en moins de raisons d'exister.

**Comment la direction réagit-elle à votre résolution ?**

Nous avons demandé et obtenu une rencontre avec la directrice Nathalie Wappler et le rédacteur en chef Tristan Brenn. Ils nous ont assuré qu'ils feront tout pour protéger le département de l'information et avec lui l'enquête et l'investigation. Pour la Rundschau, les réductions prévues devraient être épuisées. Pour Kassensturz/Espresso, cependant, la situation est toujours en suspens. D'autre part, le "magazine" économique ECO va disparaître. Pour l'avenir, il est toutefois prévu d'intensifier l'investigation, mais on ne sait pas encore comment et par quels moyens.

Les rédactions de la SRF : Rundschau, Kassenstruz/Espress et ECO

**L'APPEL des employé-e-s des rédactions nationales de SRF TV**

Adressé à la Direction de SRF, au Rédacteur en chef de SRF, au Chef de la rédaction nationale de SRF, au Responsable des émissions "Schweiz aktuell", "Tagesschau" et "10v10".

Nous, la rédaction de SRF TV, dénonçons d'urgence une situation qui devient insoutenable : en tant que journalistes responsables, consciencieux et engagés, nous nous sentons trop souvent

exclus et dépassés par des décisions prises unilatéralement au plus haut niveau, sans aucune consultation, sans aucune confrontation.

Le sentiment est que nous sommes conditionnés par un contrôle extérieur qui limite notre liberté de création, notre indépendance. Cela conduit inexorablement à un climat d'insatisfaction au point que plusieurs collègues particulièrement compétents ont décidé de jeter l'éponge. C'est inquiétant.

Tout cela est aggravé par les conditions de travail difficiles qui ont été créées dans la newsroom. Ces problèmes sont dus à une mauvaise organisation et à un dialogue difficile. Il s'agit notamment d'une structure :

- excessivement complexe et lourde, obligeant les employé·e·s à des discussions constantes et inutiles ;
- qui crée des conflits de compétences détériorant l'environnement de travail ;
- qui freine l'initiative individuelle et, par conséquent, la productivité.

Nous ne remettons pas en cause le concept de newsroom, et nous ne craignons pas les défis. Nous sommes également prêts à changer et à faire les sacrifices nécessaires. Cependant, nous ne sommes plus prêts à subir les conséquences négatives d'une structure inadéquate, qui pénalise la productivité dans un environnement qui doit faire face à un manque constant de personnel. C'est pourquoi, en tant qu'employé·e·s des rédactions nationales de SRF, nous disons ce qui suit :

Nous sommes convaincus que des améliorations concrètes et utiles sont possibles à condition qu'elles tiennent également compte des expériences et des propositions des employé·e·s.

Nous demandons donc à la direction une analyse honnête et ouverte de la situation :

- L'objectif de cette analyse devrait être d'évaluer les structures éditoriales actuelles des rédactions indépendamment des fonctions et personnes.
- L'analyse doit faire la lumière sur les raisons de l'insatisfaction croissante des employé·e·s, notamment dans leurs relations avec leurs collègues en ligne.
- L'analyse devrait également créer une base pour toutes les optimisations et réductions de coûts futures dans le cadre du projet SRF 2024.

Nous attendons donc une rencontre en temps utile avec la direction générale afin de mieux définir le calendrier et les méthodes d'analyse dont nous avons besoin.

Les employé·e·s des rédactions nationales de SRF

Septembre 2020